

ACCUEIL / LOISIRS / MARSEILLE PROVENCE 2013

La famille Méditerranée a sa villa

MARSEILLE / PUBLIÉ LE LUNDI 08 AVRIL 2013 À 19H36

Le bâtiment signé Stefano Boeri a été inauguré en présence des présidents des parlements de 42 pays



Trois présidents et deux ministres ont ouvert ce lieu dédié à la promotion d'une coopération internationale équilibrée.

Rarement un immeuble marseillais aura connu inauguration aussi prestigieuse et internationale. L'ouverture officielle de la Villa Méditerranée, hier en milieu de journée sur l'esplanade du J4, a en effet rassemblé sous un soleil tout aussi radieux, le président du Parlement européen Martin Schulz, deux membres du gouvernement français ainsi que les présidents des parlements de 42 pays membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Des décisions historiques prises

Initiateur de cet audacieux projet architectural à vocation économique et culturelle signé Stefano Boeri, le président PS de la région Paca Michel Vauzelle a donc coupé le traditionnel ruban tricolore, assisté du président Schulz, en présence de Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits de la Femme, Marie-Arlette Cartotti, ministre déléguée aux Personnes handicapées et à la Lutte contre l'exclusion, et Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale. Bien d'autres personnalités avaient tenu à s'associer à l'événement parmi lesquelles le président PS de la Communauté urbaine Eugène Caselli, le premier adjoint UMP au maire de Marseille Roland Blum, et le président de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence Jacques Pfister.

Eux-mêmes étaient entourés de tous les participants à ce 1er sommet des représentations nationales ; sommet dont une partie des débats s'est déroulée à l'intérieur de la Villa. Un cadre qui semble d'ailleurs avoir inspiré les membres éminents de l'UpM puisque des décisions qualifiées d'historiques pour l'avenir de la coopération euroméditerranéenne y ont été prises (lire ci-contre).

Un première sortie officielle réussie

Décrite par Michel Vauzelle comme *l'espace de convivialité de la famille Méditerranée*, la villa a donc parfaitement négocié sa première sortie officielle sur la scène internationale. C'est en effet au dernier étage de l'immeuble, dans l'impressionnante avancée en porte-à-faux - qui jouait également hier le rôle d'ombrière - que s'est tenue la réunion de clôture de l'UpM, retransmise en direct sur l'écran géant de l'amphithéâtre de 400 places aménagé sous le niveau de la mer.

Dimensionnée pour ce type de manifestation, la Villa a surtout pour vocation de recevoir des congrès de jeunes, d'étudiants, d'industriels ou d'économistes, c'est-à-dire tous ceux que Michel Vauzelle désigne comme ayant le *pouvoir doux*. À l'étage, en revanche, seront organisées majoritairement des expositions thématiques ou artistiques.

Ainsi, les 19 et 20 avril, la Villa accueillera le forum Libération "Agir aujourd'hui en Méditerranée", avant l'ouverture du bâtiment au public le 3 mai et le lancement de la programmation événementielle, suivi le 14 juin de l'ouverture

20 réactions

5

2

FOCUS

Abonnez-vous pour 17 €/mois

IZIPUB

Alu Bella Stores

Fabricant de menuiserie aluminium Le savoir-faire et la qualité au service de votre maison. ALU/PVC : Véranda, Menuiserie ALU/PVC, volets, stores et portails Distributeur GRANDEUR NATURE VÉRANDAS

Les Minots de Marseille

Tous les lundi du mois de mars, profitez de -20% sur tout le magasin !

Gilly Serrurerie

A votre service depuis 1985 ! Portes blindées, fenêtres, volets roulants,

ACCUEIL / ACTUALITÉS / POLITIQUE

Martin Schulz : "On peut démocratiser l'Europe"

MARSEILLE / PUBLIÉ LE DIMANCHE 07 AVRIL 2013 À 14H25



Martin Schulz, président du Parlement européen, pourrait devenir l'an prochain le premier président élu de la Commission européenne.

D'Europe, du Proche-Orient et d'Afrique, près de 40 participants sont aujourd'hui à Marseille au premier Sommet des présidents des parlements nationaux de l'Union pour la Méditerranée. L'initiative en revient à Martin Schulz, président du Parlement européen, convaincu que "nous vivons un moment de transition où les traditions parlementaires que nous connaissons en Europe sont peut-être une chance pour l'approfondissement de la démocratie sur l'autre rive de la Méditerranée". Artisan de "la coopération entre les parlements", l'un des favoris de la gauche européenne pour devenir l'an prochain le premier président élu de la Commission, pense que Marseille est un bon point de départ pour relancer une Union pour la Méditerranée à la recherche depuis des mois d'un second souffle.

Vous vous ez, ce week-end à Marseille, "comblent le vide de leadership politique qui a marqué l'Union pour la Méditerranée ces dernières années". Ce n'est pas sympa pour la France qui a créé l'UPM en 2008...

Martin Schulz : Le problème de l'Union pour la Méditerranée, ce n'est pas son principe, incontesté, mais il manquait véritablement la volonté de tous les États membres de l'union européenne d'investir plus qu'ils ne l'ont fait dans la coopération, qu'elle soit économique, politique, écologique ou éducative. C'est une zone géographique qui pourrait être l'une des régions clés, que ce soit pour l'Europe ou pour le nord de l'Afrique. Ce n'est pas la France qui est en cause, c'est toute l'union européenne.

Il est temps selon vous de renouer le lien entre les citoyens des deux rives : paradoxalement, es printemps arabes les ont éloignés ?

M.S. : C'est une question qui touche au point le plus délicat de notre relation. Il ne faut pas se tromper : le printemps arabe est très hétérogène; on ne peut comparer le Maroc à l'Algérie, la Tunisie n'est pas l'Égypte ou la Libye. Une chose est commune entre les deux rives de la Méditerranée : nous ne connaissons pas assez la réalité de l'autre côté et vice versa. La coopération parlementaire doit nous permettre d'améliorer la compréhension mutuelle, alors qu'à ce jour, les peuples se sont plus éloignés que rapprochés.

"Printemps arabes" en difficulté, conflit israélo-palestinien dans l'impasse, 80 000 morts en Syrie, la guerre au Mali. À chaque fois, on entend dans la rue : "L'Europe est la grande absente". Ce qui se passe ce week-end à Marseille, n'est-ce pas "beaucoup de bruit pour rien" ?

M.S. : J'espère que non. La conférence que nous organisons à Marseille est au contraire la conséquence d'un manque d'action en Méditerranée. Ceux qui critiquent l'UPM ont raison de dire : "Pour le moment, les titres sont grands mais les actions très faibles". Cette conférence est l'occasion de relancer l'idée que la coopération entre l'Europe et le Nord de l'Afrique est une idée exceptionnelle. À ceux qui pensent, parce que l'action manque, qu'il faut abandonner l'idée, je réponds : au contraire, parce que l'idée est bonne, il faut renforcer l'action.

En Europe, le cap des 19 millions de chômeurs vient d'être franchi : que fait

11 réactions

Recommander 13

Envoyer

Tweeter 12

2

FOCUS

Abonnez-vous pour 17 €/mois



IZIPUB

VOTRE ANNONCE ICI

ZILLY Gilly Serrurerie
A votre service depuis 1985 ! Portes blindées, fenêtres, volets roulants, stores toile, moustiquaires... Dépannage urgent: 06.26.03.04.23



Un sandwich offert pour l'achat d'un Menu Maxi Best Of*

Choisissez votre restaurant et profitez de notre offre. *Une seule offre par encaissement sur présentation du coupon en caisse. Le sandwich offert est identique au sandwich du menu acheté.



B&S - Bien être et Soulagement

10% de remise sur une séance d'1h de réflexologie faciale Diên Chàn. Détente, diminution de l'intensité de la douleur et effet bien-être immédiats

le par ement ?

M.S. : Le Parlement européen a fait une longue liste de propositions pour surmonter les déséquilibres économiques à l'intérieur de la zone euro. Cela n'a aucun sens d'avoir des taux d'intérêt négatifs en Allemagne et à 6 % dans d'autres pays au sein de la même zone monétaire. Concrètement, nous avons demandé trois choses : chaque jeune, à la sortie de l'école ou de l'apprentissage, doit avoir la garantie d'accès au marché du travail. Secondo : il faut une taxe sur les transactions financières. Que ceux □ grandes banques, fonds d'investissement, spéculateurs □ qui ont causé la crise dans laquelle nous sommes, contribuent à la solution par une taxe au niveau transnational. Les bénéficiaires doivent renforcer la capacité budgétaire des états membres à investir dans l'économie réelle.

Troisième demande, la plus importante : augmenter les investissements dans l'éducation, la formation, notamment dans les zones rurales. Aujourd'hui, les aides européennes sont mal distribuées, pas assez investies dans ces domaines. Enfin, le plus grand problème dans les pays d'Europe du sud, n'est pas le manque d'idées pour investir mais l'accès au crédit parce que les banques ne prêtent pas. Un programme de microcrédits pour les petites et moyennes entreprises pourrait créer immédiatement du travail. Malheureusement, cette proposition n'est pas prise en compte par le conseil des chefs d'État et de gouvernement.

À Chypre, une solution a été trouvée, comme d'habitude in extremis, pour garder l'île dans la zone euro. Quelle leçon tirez-vous de cette nouvelle crise ?

M.S. : J'ai été choqué de voir, lors d'une séance de nuit, sans transparence, les ministres de l'Eurogroupe ne pas respecter la directive sur la garantie des dépôts jusqu'à 100 000 euros. C'était risquer une perte de confiance considérable du citoyen dans la stabilité de notre monnaie. Par ailleurs, il est inadmissible que Chypre ait proposé des taux de 4 à 5 % aux investisseurs, alors que c'était 0,5 % en France ou en Allemagne. Il est logique que ceux qui ont encaissé des bénéfices pendant si longtemps contribuent aujourd'hui à la solution (ndlr : dans le compromis final, les petits épargnants n'ont pas été touchés).

Le problème de Chypre a mis de nouveau en lumière les déséquilibres du système bancaire en Europe. Il faut le reconstruire. Comme Allemand, je suis choqué que la Deutsche Bank ait conseillé à ses déposants de mettre leur argent dans les paradis fiscaux. Les banques qui évitent systématiquement de contribuer aux comptes publics sont les mêmes, en cas de crise, à demander que ces systèmes les sauvent. Ce n'est plus explicable au citoyen.

L'Europe, si exigeante envers les États membres, a son propre problème de financement. Sur le plan budgétaire, vous naviguez à vue.

M.S. : Nous ne volons pas à vue dans le brouillard : c'est au contraire une politique sérieuse avec une vision à long terme. Le Parlement européen a refusé le budget pluriannuel proposé par le Conseil. D'abord parce que nous croyons que l'argent n'est pas distribué comme il le faudrait. Deuxièmement, parce que le budget est en déficit, autour de 11 milliards.

Les États membres qui décident des dépenses ne donnent pas l'argent pour les mettre en oeuvre. Pour les sept prochaines années, l'Union a décidé d'un budget de 960 milliards. Sous la pression britannique et contre la volonté de la France, 908 milliards seulement sont mis sur la table. Nous sommes censés équilibrer le déficit ici avec des économies faites ailleurs : ce système ne fonctionne plus. Nous nous lançons sur la route d'un déficit, ce qui est interdit dans le traité européen. Voilà pourquoi je refuse de signer le budget 2012, sans avoir pour 2013 la garantie d'un équilibre par un budget rectificatif. Si nous n'avons pas l'argent, le parlement ne l'adoptera pas.

Score record du mouvement 5 étoiles en Italie, fronde antieuropéenne en Angleterre, en Allemagne, en France. Vous devriez vous inquiéter...

M.S. : Je suis inquiet, mais aussi combatif. Face à ceux qui veulent abolir l'Europe, il faut réformer l'UE en profondeur, avec plus de démocratie, de clarté, d'efficacité. Les États et les nations doivent coopérer au-delà des frontières, non seulement physiques, mais aussi économiques, culturelles ou politiques. L'idée de l'Europe n'est pas contestée par 95 % des citoyens, mais ils doutent de plus en plus que l'Union, telle qu'elle existe aujourd'hui, est capable de faire ce travail. J'en suis convaincu : nous pouvons regagner la confiance.

Il y a 754 députés à Strasbourg, la commission, le conseil : l'opinion publique ne sait pas vraiment qui fait quoi. Comment rendre l'Europe plus lisible, plus visible ?

M.S. : Je comprends les gens qui critiquent ce système : je suis l'un d'entre eux. Que celui qui arrive à expliquer aux citoyens les différences entre ces institutions éteigne la lumière en partant ! Même les États membres ont du mal à


comprendre. Pour regagner la confiance, la Commission a besoin de plus de clarté et de plus de légitimité. Son prochain président, élu en 2014, ne sera plus choisi à l'issue d'un deal entre chefs de gouvernement, mais élu par le Parlement. Nous aurons la chance d'avoir une campagne électorale avec des candidats, représentant toutes les grandes familles politiques, qui se battront pour le plus haut poste exécutif en Europe. Les citoyens sauront pour qui leurs prochains députés européens voteront. Le débat ne sera pas : oui ou non à l'Europe mais quelle Europe voulons-nous ? Pour regagner la confiance, cette campagne est un premier pas : elle doit rendre visible aux électeurs l'idée qu'on peut démocratiser l'Europe et qu'on peut la rendre plus compréhensible.

En France, l'actualité est dominée par l'affaire Cahuzac, un ministre qui ment sur ses comptes en Suisse : quel est selon vous le problème qui se pose à toute l'Europe : le secret bancaire ? La mora e en politique ?

M.S. : Le secret bancaire est certainement un problème quand il protège les criminels. Il faut trouver un équilibre entre droits privé et public afin d'éviter la fraude fiscale. Il ne sert à rien que l'Allemagne négocie un accord avec la Suisse quand les super-riches grecs transportent sans contrainte leur argent dans les paradis fiscaux. Un État seul est trop faible mais utilisons la force de l'Union européenne pour dire : ceux qui veulent avoir accès au marché unique doivent respecter la transparence nécessaire. Ce serait de nouveau faire la preuve que l'on vit mieux quand on fait plus d'Europe que l'inverse. Concernant monsieur Cahuzac, on n'est jamais sûr de ne pas avoir autour de soi un fraudeur, sans la moindre morale. Cet homme a perdu tout mon respect parce que ce qu'il a fait est une attaque contre la démocratie.

Patrice Maggio

S'ABONNER À L'ALERTE ACTU 

S'ABONNER 

ACCUEIL / ACTUALITÉS / POLITIQUE

Marylise Lebranchu défend la métropole comme porte de la Méditerranée

MARSEILLE / PUBLIÉ LE DIMANCHE 07 AVRIL 2013 À 15H09



Photo Philippe Lauranson

"On réussira en expliquant que ce projet est une grande chance pour les citoyens, a expliqué Marylise Lebranchu. Le périmètre retenu pour 'Aix Marseille Provence' est le territoire idéal pour une action publique efficace".

Ministre de la Réforme de l'État, Marylise Lebranchu (PS) vient souvent dans les Bouches-du-Rhône pour porter la bonne parole de la métropole "Aix Marseille Provence" : "Tous les 15 jours", sourit-elle. Hier matin, elle a remis son métier sur l'ouvrage, à l'occasion du Sommet des Présidents des Parlements de l'Union pour la Méditerranée : en compagnie de Martin Schultz, qui est à la tête du Parlement européen, et sous l'œil de Michel Vauzelle, le président PS du Conseil régional Paca, elle a ainsi défendu dans les nouveaux locaux du Frac l'intérêt du projet, dont un des objectifs est de renforcer le rôle de la Région comme *grande porte européenne vers la Méditerranée*.

On réussira en expliquant que ce projet est une grande chance pour les citoyens, a-t-elle ajouté. *Le périmètre retenu pour 'Aix Marseille Provence' est le territoire idéal pour une action publique efficace*. Impeccable sur les principes, le discours de la ministre a toutefois quelque peu patiné sur la technique. De fait, ayant prévu de repartir rapidement en Bretagne, Marylise Lebranchu n'a que peu précisé certains points encore en suspens ou peu compris du projet de loi qui devrait être présenté mercredi en Conseil des ministres.

"On a les élus qu'on mérite"

C'est ainsi qu'interrogée sur le pouvoir de gestion du personnel et de recrutement des Conseils de territoire, des sous-groupes d'élus qui correspondront aux actuelles intercommunalités, elle a renvoyé la réponse au fonctionnement interne d'"AMP". Autrement dit, tout indique que ces fameux Conseils de territoire dont on savait qu'ils disposeraient de sièges et de moyens financiers perpétueront le fonctionnement des six intercommunalités actuelles, d'où un renforcement du mille-feuilles administratif là où on voulait le simplifier. *Pas du tout, ils ne disposeront plus de la fiscalité*, a-t-elle rétorqué.

Au vu de la mauvaise grâce manifestée par la plupart des élus des Bouches-du-Rhône face au projet du gouvernement, ne peut-on craindre de petits arrangements entre amis faute de cadre rigide, arrangements qui atténueraient les ambitions d'"AMP" ? *On a les élus qu'on mérite*, s'est-elle agacée. Avant de tempérer le propos : *Il faut faire confiance aux élus, je n'oublie pas le travail de proximité que j'ai pu réaliser autrefois. Passer d'une aire à une autre est toujours difficile, je comprends que les élus aient besoin de certitudes*.

Fred Guilledoux

EN DIRECT

Villes engagées contre l'homophobie : Marseille 23e
09 40 [BOUCHES-DU-RHÔNE](#)

OM : Toujours un doute pour cinq joueurs
08 33 [MARSEILLE](#)

Adolescente blessée : la piste du viol se confirme
08 22 [MARSEILLE](#)

La postière accusée d'avoir détourné du courrier
08 10 [BONNIEUX](#)

Trafic ralenti sur l'A55, A51 et A50
07 59 [MARSEILLE](#)

Le policier change l'étiquette des chaussures
07 44 [AVIGNON](#)

Elle avait fraudé les allocs et le RMI
07 34 [SORGUES](#)

Les braqueurs attaquent le McDo
07 24 [MARSEILLE](#)

[PLUS >>](#)

32 réactions

Recommander 1

Envoyer

Tweeter 5

2

EDITIONS LOCALES

AIX - PAYS D'AIX
ALPES
ARLES
AUBAGNE LA CIOTAT
AVIGNON GRAND AVIGNON
CARPENTRAS - COMTAT
ÉTANG
HAUT VAUCLUSE
MARSEILLE
MARTIGUES ISTRES
SALON
SUD VAUCLUSE

[PLUS >>](#)

Abonnez-vous pour 17 €/mois



S'ABONNER À L'ALERTE ACTU

S'ABONNER

066278

BOLLEY
PRESTIGE 2 ROUES

Piaggio
MP3 500 LT
+
1.000 €
d'accessoires offerts

AVEC FORMATION 7H OFFERTE
AVEC LE PERMIS AUTO

*Offre valable chez BOLLEY - PRESTIGE 2 ROUES MARSEILLE
jusqu'au 30 AVRIL 2013, non cumulable avec les autres promotions
en cours, dans la limite des stocks disponibles.

BOLLEY - PRESTIGE 2 ROUES
263 Avenue de la Capelette - 13010 Marseille - Tél. 04 91 446 131
88/90 Crs Lieutaud - 13006 Marseille - Tél. 04 91 040 040

april

SEPT ANS APRÈS LES PREMIÈRES ARRIVÉES

Un millier de Roms errent dans la ville. P.3

La Provence

LUNDI 8 AVRIL 2013

MARSEILLE



laprovence.com / 1,00€

POLITIQUE



Lutte contre
la fraude fiscale

/ PHOTO AFP

Nouveaux
remous dans
l'affaire
Cahuzac

P.IV

EMPLOI

Ce que la réforme
change pour les
salariés

P.V

INAUGURATION

La Villa
Méditerranée
s'ouvre au monde. P.II

CIRCULATION

Dans l'enfer des
embouteillages
aux Goudes

P.10

0 20306 - 408 - 1,00 € - 0



CAHIER 1 - N° 5777

*Journal respectueux de l'environnement, 100% papier recyclé

Maison de retraite ou "prison pour vieux"?

Un rapport pointe les conditions d'entrée et de vie dans les établissements pour personnes âgées dépendantes. Témoignages P.2



Au terme d'un combat de 80 minutes, le RC Toulon s'est qualifié pour les demi-finales de la H Cup en battant Leicester (21-15). Tous les points ont été marqués par Jonny Wilkinson. Les Varois rencontreront les Saracens. / PH.G. RUOPPOLO 2^e cahier

REVAQUAIR

LA COUPE ITALIENNE
AUX
MEILLEURS PRIX

1 COSTUME
+ 1 CHEMISE
+ 1 CRAVATE
149€

1000 COSTUMES
EN STOCK
MARIAGE • CÉRÉMONIE • VILLE...

Disponible

IZAC

PLAN DE CAMPAGNE > C. CAL LA PALMERIE > OUVERT TOUS LES DIMANCHES
MARSEILLE 1er : 8, Rue d'Aix & MARSEILLE 6ème : 217, Rue de Rome

FORUM PROVENCE CONTACT'EMPLOI

120 RECRUTEURS EN DIRECT !

JEUDI 11 AVRIL 2013 - 9H/17H
DIGNE-LES-BAINS (04) - PALAIS DES CONGRÈS

39085

VOIR EN PAGES INTÉRIEURES

La Provence

FF
LIGUE DE PROVENCE
Fédération Française de Tennis

Région
PACA

CIRCUIT
TENNIS
2013

- L'évolution des tournois affiliés et les classements,
- la rubrique des Clubs,
- les infos Ligue de Provence etc...

PACK FINALES GOLD
ROLAND GARROS



Aujourd'hui dans La Pro Sports

400 élus à la Villa Méditerranée pour l'inauguration

MARSEILLE / PUBLIÉ LE VENDREDI 29 MARS 2013 À 17H45

Le nouvel écrin de la Villa Méditerranée à Marseille accueillera une manifestation de choix pour son inauguration: le forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée. En plein bouleversement politique et social en Méditerranée, près de 400 élus de 24 pays méditerranéens se réuniront les 3 et 4 avril pour débattre de la gouvernance démocratique, du développement durable ou de la décentralisation.

Lors de cette manifestation, le délégué général de l'institut de la Méditerranée devrait notamment remettre aux élus un rapport sur la gouvernance démocratique en Méditerranée". Les élus prévoient de produire "une déclaration politique des autorités locales et régionales de la Méditerranée" à l'issue de leurs travaux. Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, devrait ouvrir les débats

La Villa Méditerranée inaugurée

MARSEILLE / PUBLIÉ LE DIMANCHE 07 AVRIL 2013 À 13H08

La Villa Méditerranée vient d'être inaugurée à Marseille, sur l'esplanade du J4, à côté du MuCEM. De nombreuses personnalités politiques étaient présentes pour la présentation officielle de ce centre international pour le dialogue et les échanges en Méditerranée, à l'architecture audacieuse, comme entre autres, le président du parlement européen Martin Schulz, le président PS de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem, la ministre déléguée chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion, Marie-Arlette Carlotti, le président de la Région Paca Michel Vauzelle, Roland Blum, premier adjoint au maire UMP de Marseille, et le président PS de MPM, Eugène Caselli. Stefano Boeri, l'architecte du bâtiment, était également sur place.

C'est le premier événement officiel et international qu'accueille la Villa Méditerranée, où se déroulait aujourd'hui le premier sommet des 42 présidents de parlements des pays membres de l'Union pour la Méditerranée, qui étaient tous présents

La famille Méditerranée a sa villa

MARSEILLE / PUBLIÉ LE LUNDI 08 AVRIL 2013 À 19H36

Le bâtiment signé Stefano Boeri a été inauguré en présence des présidents des parlements de 42 pays



Rarement un immeuble marseillais aura connu inauguration aussi prestigieuse et internationale. L'ouverture officielle

de la Villa Méditerranée, hier en milieu de journée sur l'esplanade du J4, a en effet rassemblé sous un soleil tout aussi radieux, le président du Parlement européen Martin Schulz, deux membres du gouvernement français ainsi que les présidents des parlements de 42 pays membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Des décisions historiques prises

Initiateur de cet audacieux projet architectural à vocation économique et culturelle signé Stefano Boeri, le président PS de la région Paca Michel Vauzelle a donc coupé le traditionnel ruban tricolore, assisté du président Schulz, en présence de Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits de la Femme, Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée aux Personnes handicapées et à la Lutte contre l'exclusion, et Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale. Bien d'autres personnalités avaient tenu à s'associer à l'événement parmi lesquelles le président PS de la Communauté urbaine Eugène Caselli, le premier adjoint UMP au maire de Marseille Roland Blum, et le président de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence Jacques Pfister.

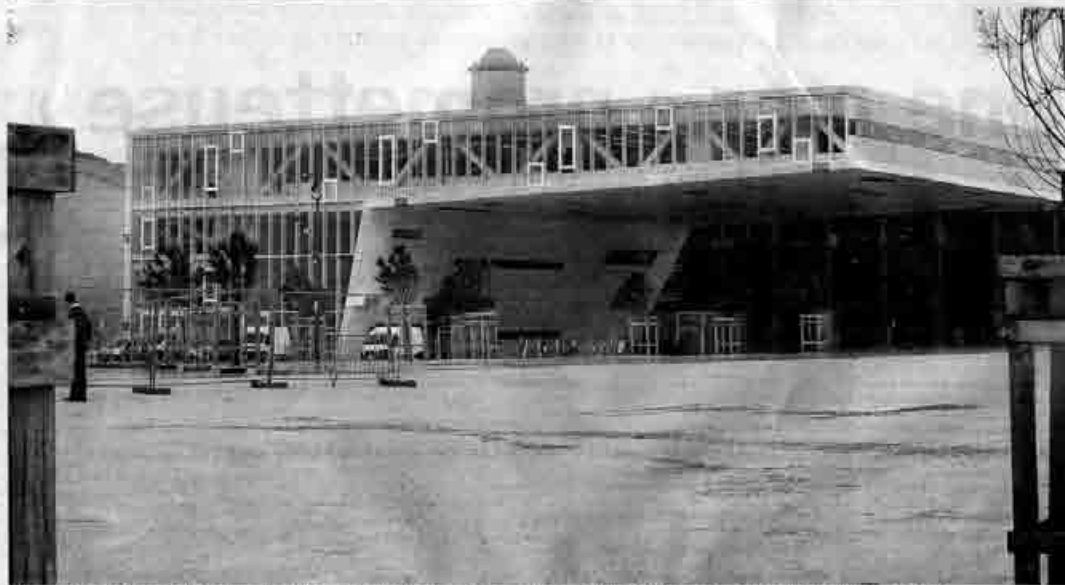
Eux-mêmes étaient entourés de tous les participants à ce 1er sommet des représentations nationales ; sommet dont une partie des débats s'est déroulée à l'intérieur de la Villa. Un cadre qui semble d'ailleurs avoir inspiré les membres éminents de l'UpM puisque des décisions qualifiées d'historiques pour l'avenir de la coopération euroméditerranéenne y ont été prises (lire ci-contre).

Un première sortie officielle réussie

Décrite par Michel Vauzelle comme «*l'espace de convivialité de la famille Méditerranée*», la villa a donc parfaitement négocié sa première sortie officielle sur la scène internationale. C'est en effet au dernier étage de l'immeuble, dans l'impressionnante avancée en porte-à-faux - qui jouait également hier le rôle d'ombrière - que s'est tenue la réunion de clôture de l'UpM, retransmise en direct sur l'écran géant de l'amphithéâtre de 400 places aménagé sous le niveau de la mer.

Dimensionnée pour ce type de manifestation, la Villa a surtout pour vocation de «*recevoir des congrès de jeunes, d'étudiants, d'industriels ou d'économistes*», c'est-à-dire tous ceux que Michel Vauzelle désigne comme ayant le «*pouvoir doux*». À l'étage, en revanche, seront organisées majoritairement des expositions thématiques ou artistiques.

Ainsi, les 19 et 20 avril, la Villa accueillera le forum Libération «*Agir aujourd'hui en Méditerranée*», avant l'ouverture du bâtiment au public le 3 mai et le lancement de la programmation événementielle, suivi le 14 juin de l'ouverture des parcours d'exposition. Programme qui peut d'ores et déjà être consulté en ligne sur le site www.villa-mediterranee.org



L'inauguration officielle de la Villa a lieu aujourd'hui après la clôture du premier sommet des présidents des Parlements de l'Ulm qu'elle accueille ce matin. PHOTO FREDERIC D'ORVILLE

Equipement. A la croisée du politique et du culturel, le bâtiment érigé par la Région sur le J4 traitera des grands enjeux de la Méditerranée contemporaine. Il est inauguré aujourd'hui.

La Villa Méditerranée mise à flot

En conclusion d'une semaine qui l'a vu accueillir, jusqu'à ce jour, trois événements - le Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée, le Forum méditerranéen Anna Lindh et le 1er Sommet des présidents des Parlements nationaux de l'Union pour la Méditerranée -, la Villa Méditerranée est inaugurée aujourd'hui par Martin Schulz, président du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, et par le président de la Région PACA, Michel Vauzelle. « Voilà pour le protocole. Mais qu'est cette Villa érigée par la Région pour un coût de 70 millions d'euros, et portée assidûment par Michel Vauzelle ? Bien que voisinant avec le Mucem et le musée Regards de Provence, le projet est plus politique que culturel - le programmation artistique constituant un des volets de la dimension politique. « La Villa Méditerranée est née de la volonté de la Région de contribuer à la construction d'une communauté de destin entre les peuples de la Méditerranée, écrit Michel Vauzelle. Lieu de

rencontre et d'ouverture, elle contribuera, par l'échange et le dialogue, à bâtir la Méditerranée de demain (...) fraternelle, porteuse d'espoir, de solidarité et de paix. »

Dans le périmètre d'EuroMéditerranée

Économie, environnement, urbanisme, (r)évolutions politiques... Il s'agira donc, en ce lieu, de « s'emparer des grands enjeux de la Méditerranée contemporaine » et de les restituer au « grand public », au travers de colloques, conférences, rencontres, etc.

Plus largement, la Villa Méditerranée ambitionne d'être une manière de nœud, de point de confluence des réseaux travaillant sur la coopération internationale en Méditerranée pour les spécialistes d'institutions internationales, de « think tanks », de collectivités territoriales, d'associations, de centres de recherches ou d'organismes économiques.

Le geste architectural s'inscrit dans cette optique : dessiné par Stefano Boeri, l'ex-Cerem (de son premier nom de code depuis

abandonné, acronyme de Centre régional de la Méditerranée) est bâti sur l'esplanade du môle J4, dans le périmètre d'EuroMéditerranée et de son « quartier d'affaires », symbole de transformation urbaine souhaitable pour ces promoteurs, de gentrification (éviction du Marseille populaire) pour ses détracteurs. Bref, au cœur d'un enjeu méditerranéen (car d'autres villes du bassin sont également concernées par le même type de problématique) dont la Villa pourrait à l'occasion se saisir (7).

Pour l'instant en tout cas, sur ses 10 000 m² répartis sur six niveaux (dont l'un, sous l'eau, accueille notamment une agora de 1 835 m² et un amphithéâtre de 400 places), le lieu propose des parcours d'expositions et, en écho, une programmation artistique et culturelle.

Mobilités marchandes et humaines

Ainsi, à partir du 15 juin prend place l'exposition permanente « Plus loin que l'horizon », conçue par le réalisateur de documentaires et artiste plasticien Bruno Ulmer, qui explore

le thème des « mobilités marchandes et humaines en Méditerranée », qu'il « nous fait vivre au plus près, en immersion et en images ». On y verra donc des récits de mobilités marchandes (port d'Istanbul, par exemple), de tourisme de masse ou d'exil, de clandestinité. Autour de l'exposition, trois cycles (« Exils et retours », « Festivals méditerranéens », « Histoires en partage ») proposeront diverses manifestations (cinéma, théâtre, rencontres, performances...)

Piloté par le réalisateur Régis Sauder, le parcours temporaire « 2013 en Méditerranée, nos futurs ! » (15 juin-28 septembre) se demande « comment penser la Méditerranée de demain », au travers d'entretiens individuels ou long courts menés par Régis Sauder, complétés par l'intervention du dessinateur Benoît Bonnamaison-Fitte.

Le réalisateur a fait parler des jeunes de 15 à 17 ans, de Beyrouth, Temir, Tunis et Marseille. Il en a tiré « une immense fresque d'images » projetée sur quatre faces dans des « boîtes » thématiques (l'espace méditerranéen, la question de l'identité,

l'environnement et la gouvernance).

Sur le même principe que précédemment, autour de l'exposition, deux cycles ont été élaborés : « Les yeux dans les yeux » (concert d'Omair Souleyman et performances Made in Paradise) et « Jeunesse... Alger » (Demande à ton ombre, jong-métrage de Lamine Ammar Khodja, concert de Lotfi Double Kadou, la danse de Nacira Bala et de Grato-ciel de Sonia Chiam brotto mis en scène par Hubert Coliau).

ANTHONY PATETFOZ

La première ouverture au public aura lieu le 19 avril lors du forum « Agie aujourd'hui en Méditerranée », organisé par « Libération » en partenariat avec de grands quotidiens méditerranéens (autour de l'expo « 2013 en Méditerranée, nos futurs ! »). Les différents parcours seront progressivement accessibles (en nuitée) à partir du 15 juin.

villa-mediterranee.org

Port. Invité du GPMM, Martin Schulz lance un plaidoyer pour une politique de partenariat aux dimensions européenne, méditerranéenne, et avec les pays du pourtour de la mer Noire.

Une mer « prometteuse »

« C'est gentil, vous avez commandé le temps allemand. » C'est par un trait d'humour dans le cadre du très sérieux sommet de l'Union pour la Méditerranée, que le président du Parlement européen Martin Schulz a accueilli l'invitation du directeur du Grand port maritime de Marseille (GPMM) : embarquer par une journée plusieuse sur les bassins Est, en présence de la ministre Marylise Lebranchu et du préfet Laurent Théry, ainsi que de cinq députés européens, pour un tour d'horizon de l'impact économique du GPMM.

Avant une visite du proprio en bateau, devant les écrans affichant les résultats du port, c'est « fier » que Jean-Claude Terrier s'est dit recevoir ce président en campagne pour les Européennes de 2014. « Le monde est à Fos, la Méditerranée à Marseille », a-t-il rassuré pour présenter les bassins Est et Ouest sur ce plateau bien cadré : une ministre de la Réforme, un préfet chargé de la mise en place de la Métropole et cinq députés « défenseurs du budget européen nécessaire pour vos ambitions pour le XXI^e siècle », a souligné Martin Schulz.

Fort d'un million de croisiéristes en 2012, le directeur du GPMM a cependant relativisé : « C'est un secteur avec une forte marge de croissance et on voit arriver de plus en plus de grosses unités, mais moins rentable pour le port que pour le territoire. » Jean-Claude Terrier s'est montré plus inquiet pour le trafic conteneurs et hydrocarbures. « Beaucoup de marchandises transitent par la Méditerranée mais peu s'y arrêtent. Il y a mieux à faire que ce schéma-là.



Une visite du proprio en bateau sur les bassins Est pour planter des ambitions maritimes « dignes du XXI^e siècle ». PHOTO PATRICK DE DOMENICO

Nous proposons l'arrêt et l'utilisation depuis Fos du couloir rhodanien. »

Une volonté de fédérer entre les ports hubs du Sud et les ports de marché du Nord de la Méditerranée, ainsi que d'intégrer les corridors mer du Nord (où GPMM est déjà inscrit) et le corridor Méditerranée saluée par les invités. Marylise Lebranchu évoque deux engagements du gouvernement : « Faire d'Als-Marseille-Provence une intercommunalité unique pour la gestion de l'hinterland et créer

des aménagements pour éviter l'embolie de l'hinterland. »

Pas d'échalotes au l'aïoli

Le président Schulz a donc encouragé : « Si nous jouons habiles, il n'y a pas besoin de débâter sur les échalotes, la Méditerranée est une des solutions les plus prometteuses dans cette Union européenne qui doit se concentrer sur les grands projets du XXI^e siècle. »

Fort d'une leçon donnée par le directeur de la banque centrale de Chine : « Regardez les cartes, vous

comprenez pourquoi Pékin veut acheter la Pirée. Pourquoi vous ne coopérez pas plus entre deux rives ? ». L'Allemand, inspiré par le banquier nippon propose : « L'union pour la Méditerranée se relance ici à Marseille. C'est plus qu'un symbole, c'est l'endroit du futur. Regardons la Turquie, sa double dimension européenne et en mer Noire. On a besoin d'une politique de partenariat. S'il y a assez d'emplois en Roumanie, en Bulgarie, en Russie ou en Ukraine, alors cela nous soulagera. »

MYRIAM GUILLAUME

Repères

1ère

place parmi les ports pétroliers en France, seconde en Méditerranée et 3e au niveau mondial, pour le port de Marseille Fos. Mais le trafic d'hydrocarbures est en baisse de 10%. Le port de Marseille Fos se positionne comme un port généraliste traitant tous types de marchandises : hydrocarbures et vracs liquides (pétrole, gaz et produits chimiques), marchandises diverses (conteneurs et autres conditionnements), vracs solides (minerais et céréales).

3,5

millions de passagers ont été transportés depuis le port de Marseille en 2012. Avec 10% de hausse des croisières, il devient le 1er port passagers de France. La destination pour la Corse via Marseille est plébiscitée par 1 million de voyageurs en 2012, un record. Pour la Tunisie, la destination progresse de 10% alors que la demande vers l'Algérie est en recul de 11%.

43 500

emplois directs et indirects en Paca. Soit 8% dans la part des emplois du privé dans le département. Parmi ceux-ci, 13 100 sont des portuaires, 15 800 sont dévolus à l'industrie et 11 500 composent le secteur de la logistique terrestre.

Décentralisation. En visite au Frac hier, Marylise Lebranchu a fixé une échéance pour le projet de loi.

La métropole présentée avant l'été devant le Sénat

■ Visite au pas de course hier matin pour la ministre de la Réforme de l'État et de la décentralisation. En compagnie de Martin Schulz, président du Parlement européen, et de Michel Vauzelle, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marylise Lebranchu a en effet passé près d'une demi-heure au Fonds régional d'art contemporain (Frac). A la veille du sommet des présidents de Parlements nationaux de l'Union pour la Méditerranée, qui se déroule aujourd'hui à la Villa Méditerranée, la ministre avait-elle besoin de s'aérer l'esprit ?

Difficile de savoir les raisons qui l'ont poussée à organiser une rencontre avec la presse dans ce lieu culturel. Aucun rapport direct entre l'art contemporain et la marchandisation de la vie publique, sujet qu'elle comptait évoquer de vant la presse. A ce propos, Marylise Lebranchu s'est seulement

bornée à indiquer qu'elle préparait un projet de loi dans ce domaine. Circulez. Il n'y a donc que les œuvres contemporaines à voir. Le temps de s'émerveiller sur une œuvre à l'allure d'un ventilateur, et voici la ministre prête à quitter les lieux. Une rapidité sans doute liée à sa balade en bateau organisée par le Grand port maritime de Marseille durant l'après-midi (lire ci-dessus).

Interpellée par les journalistes, invités pour l'occasion, la ministre a toutefois dû s'attarder un peu plus longtemps qu'elle ne l'espérait. Elle a donc fini par glisser quelques informations concernant le projet de loi sur les métropoles. Certes, à ses dires, cette problématique reste délicate à traiter. Mais, selon ses estimations, le texte devrait être présenté en première lecture devant le Sénat, avant l'été.



La ministre de la Réforme de l'Etat, entourée de Michel Vauzelle et Martin Schultz hier au Fonds régional d'art contemporain. PHOTO ROBERT TIZIANI

Sommet. Les représentants des Parlements des pays de l'Union pour la Méditerranée se réunissent ce matin à la Villa Méditerranée. Ils devraient adopter une déclaration commune.

Rétablir un lien politique entre les deux rives

L'Union pour la Méditerranée (UpM) n'est pas morte, elle bouge encore... C'est en substance le message qu'entend faire passer Martin Schulz (Parti social démocrate), président du Parlement européen et président de l'Assemblée parlementaire de l'UpM, en organisant à la Villa Méditerranée ce matin une « rencontre de haut niveau ». Une quinzaine de présidents ou de représentants des Parlements de pays du pourtour méditerranéen (Monténégro, Égypte, Mauritanie ou encore Monaco) associée à une vingtaine des pays de l'Union européenne devraient adopter une déclaration commune.

Ce sommet est le premier du genre depuis 2008, date à laquelle l'ex-président de la République, Nicolas Sarkozy (UMP), avait lancé l'initiative. Il s'agit de relancer un processus paralysé par le conflit israélo-palestinien et les divergences de vue à l'indépendantisme de l'Europe. Berlin s'opposait dès le départ à la démarche de Nicolas Sarkozy pour des « questions de forme ». Après avoir végété durant ces cinq dernières années, l'Union reprend donc du poil de la bête sous l'impulsion d'un Allemand.

Un coup d'accélérateur

« Ce (...) sera l'occasion de démontrer que les présidents des Parlements sont prêts à combler le vide de leadership politique qui a marqué l'UpM ces dernières années, affirme Martin Schulz, nous voulons souligner l'importance de donner un coup d'accélérateur à la mise en œuvre des projets de l'UpM à l'heure de bouleversements politiques et économiques régionaux majeurs. D'accuser affirmement que les ambitions du président du Parlement pour les élections européennes de 2014 (il briseraient la tête de la Commission) ne seraient pas étrangères à ce « revirement ». Mais ce revirement affecte son unique souci de « remettre le lien entre les citoyens des deux rives et de répondre à leurs attentes communes ». « Pour réussir le pari des transformations démocratiques en cours dans les pays méditerranéens, nous avons besoin de Parlements forts, efficaces et à l'écoute des citoyens », poursuit-il.

Les conclusions du forum civil, organisé par la fondation Anna Lindh en parallèle au Forum, se sont logiquement présentées aux parlementaires. Persuadé que l'ouverture vers la Méditerranée se joue au niveau régional, Michel Vassallo (PS, président de la Région, fera également part des conclusions du forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée.



Par-delà la mer, les parlementaires affichent la volonté de bâtir un partenariat euro-méditerranéen.

Développement. Au forum Anna Lindh, on a tenté hier de poser les bases d'une économie « verte » pour une Méditerranée durable. Pas simple...

Une croissance durable encore à inventer

« Changer de modèle de développement et bâtir une économie verte pour une Méditerranée durable. Vaste question que s'est posée hier l'un des ateliers organisés dans le cadre du forum de la fondation Anna Lindh. Représentants d'ONG, économistes, ambassadeurs, artistes... Les participants ont tenté de croquer leurs visions, dans un contexte d'urgence à « accélérer la transition ».

« Nous sommes dans une région méditerranéenne qui a tout les outils pour être un laboratoire du développement durable », pose en préalable Emmanuel Delamoy de l'Institut Impire. S'y « concentrent les enjeux, la richesse du patrimoine écologique, une population en forte croissance. Si on

peut le faire ici on pourra le faire n'importe où dans le monde », estime-t-il. A condition d'investir le vapour. Le tableau que dresse Emmanuel Delamoy n'est guère réjouissant. « Si le modèle économique sur-exploite ce qui est devenu rare et sous-exploite ce qui est abondant », et « l'économie est désynchronisée des écosystèmes ». Vient alors à la « question : « La croissance est-elle un outil ou une fin en soi ? »

Donner des perspectives à la jeunesse

Pour Anna Stoll, de l'école de commerce European Management, elle est en tout cas soumise d'espérer : « Le discours du "moins d'impôts pour les jeunes, il nous faut avoir des discours de croissance durable »,

contre-t-elle. Tant qu'à se remettre une vertu, persuadons-nous que l'économie verte n'est pas un luxe, prône Hadrien Michel, économiste et membre du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CIM).

Autour d'un regard basé sur la « valorisation de la biosphère » qui établit la « nécessité de mettre en place une comptabilité des actifs naturels » pour établir un « capital naturel », ce dernier estime que « d'ici 2050, l'économie verte peut représenter 3 à 10% des besoins d'emplois de la région méditerranéenne soit 2 à 4 millions d'emplois potentiels ». Retour brutal sur terre avec l'intervention d'un membre de l'Association panafricaine pour une justice climatique. « Mais des

emplois pour qui ? Qui va bénéficier de ces transferts de technologie ? Les autochtones ? », se demande-t-il. « De 1991 à 2013, on n'a pas mis en œuvre le développement durable. Alors pourquoi parler d'économie verte ? », lance-t-il.

Les participants à l'atelier devaient esquisser au fin d'atelier des réponses. Elles seront communiquées lors du compte-rendu de clôture du forum, ce matin. Rien qu'annoncé dans le programme, le président de la République ne viendra pas les entendre. Une absence prévue bien avant le séisme Calaisais. On a beau faire mine de lui ouvrir les bras, la fumusee « société civile » peine décidément à se faire entendre.

la Marseillaise

DIMANCHE 7 AVRIL 2013 - 1 € - N° 20743

www.lamarseillaise.fr

DEUX RIVES, UN ESPOIR

► Suite et fin aujourd'hui à Marseille des débats de la société civile. L'Union pour la Méditerranée tentera de relancer un processus d'intégration au point mort depuis trop longtemps avec comme point d'orgue l'inauguration de la Villa Méditerranée. **PAGES 2, 3 ET 4**



MARSEILLE Le carnaval n'a pas eu peur des gouttes

Ils ont bravé la pluie pour participer à la grande fête du carnaval de Marseille. Plus d'un millier de personnes ont ainsi participé au défilé sur les quais du Vieux-Port.

PAGE 5

RUGBY Le grand bond pour Toulon ?

Le RCT affronte Leicester en quart de finale de la H-Cup (17h30) à Mayol avec l'ambition d'atteindre pour la première fois de son histoire le dernier carré.

PAGES SPORTS



OM Les bons mots de Labrune

PAGES SPORTS



POLITIQUE La gauche appelle au sursaut

Le président de la République qui exige l'exemplarité des élus, le PS qui souhaite un référendum pour la moralisation de la politique et le Front de gauche qui manifestera le 5 mai pour la VI^e République... Les forces de gauche se mobilisent pour ne pas subir le contre-coup de l'affaire Cahuzac. **PAGE 26**

27930 - 407 - 1,00 €



Marseille: le printemps méditerranéen

Michel Vauzelle, président de la Région Paca, et Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille, ont accueilli durant deux jours dans la superbe Villa Méditerranée sur le J4 près de 400 élus et techniciens venus de 24 pays à l'occasion du 3^e forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée.

Dans le grand amphithéâtre où des dizaines de jeunes s'étaient invités, les participants ont souligné qu'après le printemps arabe, cette rencontre forte marquait symboliquement le "*printemps méditerranéen*". Dans la déclaration politique finale, portée par Mohamed Boudra, président marocain du conseil politique de la manifestation, les participants ont voulu marteler que "*l'espace méditerranéen va mal, que les conflits se*

"Soutenir la mobilisation de la société citoyenne."

multiplient et que les peuples souffrent". Les élus locaux et régionaux présents veulent "soutenir la mobilisation de la société citoyenne, au Sud comme au Nord, au premier de laquelle la jeunesse et les femmes". Ils sont conscients d'être "en première ligne de la perte de confiance dans le fait politique". Ils attendent des institutions européennes, des grands bailleurs internationaux, qu'ils renforcent le partenariat euro-méditerranéen pour "bâtir un espace de paix et de croissance".

Philippe LARUE

Gouvernance. Révolutions arabes et crise dans les pays du nord de la Méditerranée ont mis à jour la défiance des peuples du pouvoir central. Une occasion de repenser la coopération décentralisée.

En quête de démocratie

Les bouleversements de ces dernières années, tant dans les pays du sud de notre espace commun que dans ceux du nord, frappés de plein fouet par une crise ont porté au grand jour les exigences de gouvernance démocratique des peuples. Antécédents déduits des pays arabes, dirigeants dévoués pour leurs politiques d'austérité et leur incapacité à mettre un terme à la souffrance de leurs peuples, obligent à repenser les formes de coopération jusque là en vigueur. Jean-Claude Tourret, délégué général de l'Institut de la Méditerranée ou rappelle les vicissitudes, en introduction d'un forum réunissant des responsables de collectivités territoriales d'une dizaine de pays de l'espace méditerranéen.

Complexité accrue des modes de coopération

« Le recul des États, notre propension à imposer nos propres modèles économiques, qui ont montré leurs limites, des recroisements démocratiques « clé en main, ont consacré le peu d'ouverture et d'utilité de ce type de coopération. Il faut bien avoir conscience que les mécanismes de développement des pays qui ont émergé, ont été portés par leurs propres sociétés et qu'il ne faut pas les remettre en place des programmes en harmonie avec leur référentiel. Les autres « pays cotés qui leur croissent faible. La première doit donc être accordée à la dimension territoriale. Il ne s'agit plus de raisonner en termes de projets, mais de processus, la coopération allant migrer de réalisations en transferts dans la durée ».

Des expériences diverses ont ainsi été exposées par les parti-



Un forum pour convaincre que la coopération ne se fera que dans un contexte démocratique.

cipants : paradoxe de la méthode grecque de réforme des collectivités territoriales. Pour Konstantinos Anagnostis, président de l'Union centrale des municipalités de Grèce, « malgré la pénurie d'argent des collectivités territoriales et la réduction du nombre de maires, les maires sont devenus plus proches des citoyens et font davantage confiance aux élus territoriaux ». Au Maroc, pour Abdelkour Berkia, président de la région Rabat-Sala, c'est la nouvelle constitution, en 2011, qui a consacré « les avancées de la régionalisation et les élus peuvent s'ex-

primer librement ». La Libye, pour sa part, a fait, depuis la chute de Kadhafi, sa première expérience démocratique. Chaotique, selon Saad Eliaaizi, vice-président du conseil local de Benghazi « alors que les conseils municipaux doivent travailler de façon avec libre, le pouvoir central continue à imposer sa loi, au lieu d'accorder des prérogatives élargies aux municipalités. Cependant, à Benghazi, nous coopérons avec des conseils municipaux de beaucoup de pays. Il s'agit de montrer à ceux qui nous ont élus que nous sommes capables d'ouvrir des fenêtres sur l'extérieur

Ce qui était une grande revendication de la jeunesse de ce pays ».

Sur l'autre rive, en Espagne, en cette période financière, immobilière, de chômage massif, les élus locaux, comme Francisco de la Torre Prados, maire de Malaga, qui estime que dans son pays « la décentralisation n'est incomplète », pense que c'est au niveau local qu'il faut « associer la démocratie et qu'il appartient à la société civile d'impulser la réalisation de projets, voire la création d'entreprises pour regagner la compétitivité ».

Autant de chemins et autant d'expériences, entravés parfois

par des tragédies. « au Liban, alors que nous qu'on de démocratie est plus que jamais une exigence populaire, la guerre en Syrie amène quotidiennement soit lot de réfugiés avec les tensions que cela peut créer. Dans son propre pays, Ghopre Mohamed Ima, maire d'El Mina, il y a plus de 8 000 réfugiés, dont beaucoup occupent des emplois qu'exercent autrefois les Libanais ».

Selon son propre rythme et sa propre voie

Et si en Tunisie on se félicite d'avancées démocratiques réelles, c'est la crise de l'emploi, le chômage des diplômés, les inégalités régionales de développement et la corruption qui continuent à empoisonner la vie du pays. « La question de la décentralisation est devenue centrale et nous allons vers la création de nouveaux niveaux de consultation locale, affirmé Malrouk Essentail, président de la délégation spéciale de la municipalité de Sfax, plaident pour un allégement des procédures administratives, notamment pour la création de très petites entreprises, ce qui faciliterait la transition du secteur (informel vers le formel) ». Ailleurs, on pérore encore, comme en Mauritanie où sécheresse et misère, alphabétisme, sont des handicaps majeurs à la représentativité de la population. Mais chacun, selon son propre rythme et sa propre voie fait son apprentissage de la démocratie de proximité, avec la certitude que les collectivités territoriales réussissent mieux que les États. C'est de la construction de cette démocratie locale que la coopération décentralisée prendra son essor.

GERARD LANUX

Esther Fouchier : « Un banquet de la pensée »

■ Déléguée générale de Forum Femmes Méditerranée, chef de file du réseau français de la Fondation Anna Lindh, présidente du Collectif 13 Droits des Femmes : Esther Fouchier est une des actrices incontournables au sein des mouvements, rencontres, actions et débats qui se croisent et se nourrissent mutuellement sur les deux rives de la Méditerranée. Elle répond aujourd'hui à nos questions plus particulièrement à propos du Forum initié par la Fondation Anna Lindh. Interview.

Pouvez-vous nous résumer le schéma de la Fondation Anna Lindh ?
Cette fondation a été créée en 2006 pour favoriser le dialogue inter-culturel, dépasser les frontières, les préjugés, construire des ponts entre les êtres, les cultures. Elle est dirigée par un conseil de gouverneurs, c'est à dire les représentants des États mais ce qui fait sa force, c'est d'avoir su s'appuyer sur la société civile, sur les jeunes, les

hommes, les migrants. Plus de 3 900 associations dans 42 pays ont choisi de partager les objectifs de la Fondation. A savoir la diversité, le dialogue, la démocratie et le développement. Lors du Forum des 4, 5, 6 et 7 avril à Marseille (*), les membres les plus actifs des associations et réseaux vont y présenter leurs projets déjà réalisés et à venir, leurs œuvres, photos, films, spectacles. Ils discuteront des enjeux économiques sociaux et culturels de l'Europe et de la Méditerranée.

Plusieurs programmes sont proposés pour que les partenaires des deux rives trouvent l'opportunité de créer, réfléchir, agir et s'indigner ensemble.

Quels sont les critères qui ont prévalu pour le choix des thèmes que vous abordez à Marseille ?

Le Forum, c'est à la fois des débats stratégiques sur les tensions économiques et politiques, et sur les stratégies à inventer pour une

Méditerranée plus paisible dans le cadre d'une « prospérité partagée ». La diversité culturelle, le rôle des femmes dans la société, la place des migrants, le devenir des jeunes sont des thèmes centraux et il est prévu que le forum formule des recommandations aux institutions européennes, aux 42 États de l'Union pour la Méditerranée.

Ce forum a été préparé par différentes réunions à Istanbul (jeunes), à Casablanca (femmes), à Alger (migrants), à Barcelone (médias), car c'est un véritable processus démocratique qui a été lancé. Le Forum de la Fondation Anna Lindh va être un rendez-vous des intelligences et des créations. Un banquet de la pensée.

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLE DEL PICCHIA
*) Acquisit le 7 avril à Marseille, seules les personnes inscrites au Forum seront autorisées à entrer dans le Palais du Pharo sur présentation de la carte d'identité ou du passeport.

Parlementaires. Première réunion depuis les soulèvements arabes.

Sommet de Marseille

■ La dernière fois que l'on a vu des chefs d'État ou de gouvernements européens dialoguer avec leurs homologues d'Égypte, de Syrie, de Tunisie... C'était en 2008. Depuis, les soulèvements arabes qui ont renversé Moudbar et Ben Ali plus rien. Plus aucun sommet de haut niveau. Ce qui va se passer à Marseille dimanche est donc important : le premier sommet des présidents des Parlements de l'Union pour la Méditerranée. L'initiative est proposée par Martin Schultz, président du Parlement européen et président ponctuel de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée qui réunit des députés nationaux mandatés par chaque pays. Pour Martin Schultz, il s'agit de « démontrer que les présidents sont prêts à combler le vide de leadership politique qui a marqué l'UpM ces

dernières années ». Un propos bien plus politique que l'annonce de l'événement par des parlementaires européens qui, dans une vidéo de présentation, expliquent que « donner davantage de stabilité politique via des débouchés économiques », insistent sur l'utilisation « des intérêts économiques plutôt que des moyens politiques ». Dimanche matin, à la Villa Méditerranée, ces présidents des Parlements de l'UpM vont donc écouter les conclusions du forum des autorités locales, celles du Forum de la société civile organisé par Anna Lindh pour ensuite échanger et aboutir à une déclaration commune. Une initiative suivie dès les 11 et 12 avril prochain par un plénière de l'Assemblée parlementaire à Bruxelles.

2 Le fait du jour

Méditerranée

Politique. Après l'enlisement du processus de Barcelone et l'échec de l'Union pour la Méditerranée, Marseille tente de relancer le partenariat euro-méditerranéen.

RECOURDRE LE DESTIN COMMUN DES DEUX RIVES

Relancer l'Union pour la Méditerranée (UpM). Depuis hier, Marseille est à nouveau au cœur du processus euro-méditerranéen. Des événements sont organisés à trois niveaux - autorités locales, société civile et parlementaires de l'UpM - pour aboutir à une déclaration, dimanche, qui devra relancer le partenariat entre Europe et Méditerranée. La « communauté de destin » entre les deux rives de la Grande bleue est-elle redevenue à la mode ? La situation ayant singulièrement évolué après les Printemps arabes.

Processus de Barcelone

L'aventure a commencé en 1995 avec le Processus de Barcelone. Les 15 pays composant alors l'Union européenne s'engageaient dans un projet avec les pays du pourtour méditerranéen pour assurer « un espace de paix et prospérité partagée ». À la clef, trois objectifs : la paix et la sécurité, le développement et la culture. Mais rien n'a fonctionné comme prévu. L'incapacité à intervenir sur le conflit israélo-palestinien a rapidement « plombé » l'affaire, les questions d'immigration puis de lutte contre le terrorisme après 2001 sont devenues omniprésentes, le développement s'est cantonné à l'instauration d'une zone de libre-échange... Sans oublier que l'Europe s'est finalement tournée vers l'Est, son élan épuisé par le choc de la crise financière et ses finances. En 2006, il a bien fallu acter « l'enlisement du processus ».

Union pour la Méditerranée

Un échec sur lequel Nicolas Sarkozy

avait tenté de rebondir en impulsant en 2007 l'Union pour la Méditerranée (UpM). Son idée est simple : éviter les sujets qui fâchent, notamment ceux politiques et plus encore le conflit israélo-palestinien, en se concentrant sur des points faisant consensus comme l'eau, le solaire, la dépollution de la Méditerranée... L'ex-président français entend aussi « rester entre gens concernés » et cantonner l'Union aux pays bordant la Méditerranée. Ce que ni Angela Merkel ni la Commission européenne n'acceptent. Résultat : un projet mal ficelé, provoquant la cacophonie et qualifié d'inutile dès la fin 2008.

Conseil culturel

Pour rebondir - encore ! - l'Élysée imagine le Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée. Avec autant de conviction et de constance, son président - Renaud Muselier, élu municipal marseillais, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères - explique que la culture est un volet essentiel de toute relance du partenariat, certes « oublié » par l'UpM.

Ce sera les derniers soubresauts car depuis, nul n'entend plus parler de cette Union pour la Méditerranée qui n'aura ni su voir venir les soulèvements arabes, ni les commentés. Silence radio. Pourtant, la construction d'un « espace de paix » et de « prospérité partagée » sont toujours d'actualité. Une exigence que les peuples du Sud ont affirmé avec force et violence durant les révoltes. Une exigence que les peuples du nord portent aussi désormais.

ANGÉLIQUE SCHALLER



En Tunisie, après le soulèvement, des grèves fréquentes continuent d'exiger une « prospérité partagée ».

Un projet à construire

Editorial

Marseille donne rendez-vous à la Méditerranée. Son histoire, sa population et ses centres d'intérêts tournés vers la mer justifient pleinement qu'elle soit le lieu où se retrouvent jusqu'à dimanche pour échanger sur la nécessité d'instaurer des relations fermes et respectueuses. Force est de constater que jusqu'ici, pour le compte n'y est pas. On en est loin même. Aucune orientation viable n'a encore été établie par l'Union pour la Méditerranée au-delà des traditionnelles déclarations de principe. Preuve en est avec les peuples tunisien, égyptien et libyen qui se sont libérés par eux-mêmes tandis que l'UpM se perdait dans les sphères diplomatiques et les non-dits. L'exemple du Printemps arabe est révélateur de l'incapacité des États (impulsants voire complices) à mettre en mouvement un projet commun et percevoir les réelles aspirations des citoyens. Idem pour le conflit israélo-palestinien qui d'anciens amiraux ne peuvent figurer dans le cahier des charges de l'Union.

Beaucoup reste à faire donc dans les domaines de la culture, la coopération, l'emploi, la formation, le développement durable ou l'éducation. Et ce d'égal à égal. Le projet de développement humain à construire devra être tout sauf un empiement d'intérêts nationaux. La recherche du plus petit dénominateur commun conduirait inévitablement à l'échec, surtout s'il se fonde sur le marché. Le peuple méditerranéen mérite mieux.

SEBASTIEN MADAU

Un enjeu pour Marseille, une ambition pour la Région

Depuis 1995 et le lancement du partenariat euro-méditerranéen, Marseille semble courir après son destin de capitale euro-méditerranéenne. C'est au niveau régional que l'on trouve le plus de constance dans l'ambition euro-méditerranéenne. Le président Michel Vauzelle est convaincu d'une « communauté de destin », que l'échelle régionale est pertinente pour développer des partenariats de développement concrets via la coopération décentralisée et que les élus locaux peuvent améliorer les gouvernances locales de part et d'autre de la Méditerranée. Enfin, Michel Vauzelle assure que c'est ainsi à cette échelle que pourra s'imposera

la démocratie, faisant du sujet un point central du forum des autorités locales qui se déroulera depuis hier. Parallèlement, le président régional porte deux autres convictions : l'avenir repose sur un travail intellectuel partagé entre les deux rives et sur une mise en œuvre de la jeunesse. Les deux piliers du contenu de la Villa Méditerranée qui est inaugurée ce week-end. C'est dans ce lieu que se dérouleront les comptes rendus de tous les forums qui se tiennent cette année à Marseille, associant ainsi la parole de la société civile, des élus locaux et des parlementaires. L'apothéose.

A.S.

Repères

Autorités locales

Le 3e forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée se déroule jusqu'à demain à la Villa Méditerranée. Un espace de dialogue pour s'interroger sur les défis qui sont posés aux élus locaux des deux rives suite au printemps arabes.

Forum civil

La société civile prend aussi la parole lors d'un grand forum organisé par la Fondation Anna Lindh au Palais du Pharo à partir de demain et jusqu'à samedi. Des personnes venues de tous les pays méditerranéens participent à de nombreux ateliers.

Parlementaires

Les présidents des parlements des pays de l'Union de la Méditerranée se retrouvent à Marseille ce week-end pour une rencontre devant aboutir à une déclaration commune, intitulée le Sommet de Marseille. Une initiative du Parlement européen.

Echanges. Le deuxième forum de la fondation Anna-Lindh a été lancé hier. Trois jours pour impulser l'idée d'une citoyenneté commune aux deux rives.

Faire souffler un grand vent d'espoir jusqu'à l'utopie

■ Un immense message d'espoir... C'est ce qu'on vient de passer la fondation Anna-Lindh lors de son forum qui s'est officiellement ouvert hier soir au Palais du Pharo. Plus de 1 000 associations, représentants des collectivités locales, de la Commission européenne, de la Ligue arabe ou universitaires, en provenance de 42 pays du pourtour méditerranéen vont se rencontrer jusqu'à dimanche pour échanger sur le thème de cette deuxième édition : « Citoyens pour la Méditerranée ».

« Nous sommes à un moment excitant, ce qui a commencé à Marseille marque le début d'un cycle, de quelque chose de nouveau », s'emballe André Azoulay, président de la fondation et par ailleurs conseiller du roi du Maroc. Rappelant que la fondation est « supposée favoriser le dialogue des cultures en Méditerranée », il a tenu à rappeler qu'elle était également devenue un « lieu de résistance » lorsqu'on osait dire « contre vents et marées, nous avons tenu le cap pour dire non à la logique du reptil », s'enchaîne André Azoulay.

Et parce qu'aujourd'hui, « la société méditerranéenne adhère à cette résistance », ce forum se présente « sous les plus belles étoiles », estime-t-il. En faisant un geste qui se rejoint des sociétés civiles, états et parlementaires, avec dans le même temps la tenue du forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée (lire également ci-dessous) et du sommet de l'Union pour la Méditerranée à Marseille, le forum mise sur cette synergie pour faire un réel état des lieux avec « un discours de vérité » et en avançant « sous génération confédérée ».

« C'est une nouvelle étape dans la convergence de nos destins. »



Organisateurs et partenaires de la fondation unis pour faire partager l'idée d'une communauté de destins. (MATHY SIMPES / LE JOURNALISTE)

renchérit Michel Vauzelle, président (PS) du conseil régional PACA, nous devons nous mettre à la recherche d'un nouveau modèle de société pour affronter la mondialisation financière sans y perdre notre âme. Pourquoi ce nouveau modèle de viendrait-il pas de la Méditerranée ?

« L'exécutif, un peu absent de l'événement.

A ses côtés, Lilian Thuram, l'ancien international de football et créateur de la fondation Education contre le racisme, insiste lui

aussi sur la nécessité de « prôner l'utopie » et faire en sorte d'établir un pont entre les deux rives. Tandis que le vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie, Louis Abociv, voit dans cette communauté de destins un gage de stabilité et de démocratie, « des ressorts essentiels de la croissance ».

Une pointe de regret cependant est venue entacher ce bel optimisme. « L'exécutif qui avait pourtant la possibilité de s'exprimer et de dialoguer n'est là qu'à la façon d'un théâtre des ombres », se désolait André Azoulay, cependant

renforcé dans son idée qu'il faut expliquer la Méditerranée aux « générations montantes » et leur montrer « qu'il y a une sortie ».

Il faudra aussi du temps pour arriver au bout du chemin, reconnaissent également organisateurs et partenaires du forum, convenant que « le processus sera long et historique ». Mais il y a déjà une réalité, affirme encore André Azoulay, « Europe et Sud de la Méditerranée orient déjà de la richesse ensemble », de quoi renforcer la perspective d'une union.

MIREILLE ROUGAUD

Coopération. Les participants au troisième forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée se sont séparés sur une déclaration plus qu'optimiste.

Et maintenant, le printemps méditerranéen

■ Réunie hier à Marseille, les élus locaux et régionaux de notre espace commun ont adopté à l'unanimité une déclaration politique destinée à donner aux efforts entrepris depuis 5 ans, une direction et un souffle nouveaux. Malgré la souffrance des peuples et la multiplication des conflits, la brutalité des crises économiques, et en dépit du constat que « les espoirs et forts de renouveau démocratique » sont en partie déçus, les responsables des collectivités locales et territoriales de la dizaine de pays qui ont participé aux travaux de ce forum, se sont quittés sur une note positive. Et

la conviction que « la création d'un espace méditerranéen de paix et de solidarité », riche de « projets aux résultats concrets pour les citoyens », sera pour une grande part due à « l'utilisation optimale des outils de coopération territoriale ».

Les processus de décentralisation essentiels.

« Nous sommes convaincus que les processus de réforme en cours dans la plupart des États méditerranéens, qu'il s'agisse de modernisation, de déconcentration ou de décentralisation, contribueront à apporter des réponses concrètes au

besoin d'une plus large participation d'hommes et de femmes à la vie démocratique. »

Les participants ont également réitéré la nécessité de « l'appui de l'ensemble des forces locales et régionales euro-méditerranéennes pour promouvoir une démocratie interrégionale, porteurs de projets fédérateurs ».

Particulièrement à l'honneur lors de ce forum, la jeunesse, dont la présence massive aux côtés des élus régionaux, a été unanimement saluée. « A tous les niveaux, les messages politiques ont besoin de se renouveler et les représentants de la société civile

doivent nous y aider. Nous nous félicitons de la proximité du forum Anna-Lindh [lire ci-dessus] et du travail avec la jeunesse que nous avons amorcé aujourd'hui. »

Et c'est justement André Azoulay, président de la fondation Anna-Lindh qui, après Michel Vauzelle, devait conclure ce forum, en soulignant, qu'après « les printemps arabes, soit venu le temps du printemps méditerranéen ». Un printemps qui déclinerait sur le même ton, les valeurs communes de paix, de tolérance, de solidarité, de dignité et de liberté des peuples.

GERARD LAMIA

Au programme

Des débats stratégiques...

De 9h à 19h30, le forum Anna-Lindh propose trois rencontres sous forme de « débats stratégiques ».

Les sociétés euro-méditerranéennes entre modernité et régression

Il portera sur l'identification, les manifestations et les causes de la régression dans les sociétés des deux rives de la Méditerranée et comment elles agissent sur les possibilités de vivre ensemble. Quel est le rôle du dialogue interculturel dans l'élaboration d'une conception commune de la modernité ? Intervenants : Rachida Azough, directrice artistique de la Fondation européenne de la culture (Pays-Bas) ; Amel Kurma, Helsinki citizens' assembly (Turquie) ; Mohamed el Sawy, fondateur et directeur d'El Sawy Culturewhale (Égypte) ; Samar Mezghanni, écrivain tunisien.

Scénario pour un renouvellement du partenariat euro-méditerranéen

Il s'agit de voir quels impacts les transitions arabes et la crise économique ont-elles eu sur le partenariat euro-méditerranéen né à Barcelone en 1996 et quelles sont les perspectives et propositions pour donner un nouvel élan à un projet commun. La place de la société civile sera aussi à l'ordre du jour. Intervenants : Isabelle Duranti, vice-présidente du parlement européen ; Hughes Mingard, directeur de l'Afrique du nord, le Moyen-Orient, la péninsule Arabique de l'Iraq et l'Iran au Sene ; Hesham Yousef, conseiller à la Ligue Arabe ; Anis Bouhrika, secrétaire général de Wasjow Soane (Tunisie) ; Giuseppina Franzinella, Réseau euro-méditerranéen.

La Méditerranée en 2020 : sociétés et valeurs

« Quelles tendances sont en train d'émerger dans les sociétés euro-méditerranéennes ? Comment peuvent-elles influencer les perceptions, les valeurs, les échanges humains et le dialogue à travers la Méditerranée ? Résultats d'une enquête FAL / Gallup 2012 ». Intervenants : Robert Manchini, directeur de Gallup Europe (Belgique) ; Yaraah Bar-on, présidente de Oranim, collège d'enseignement, membre du conseil consultatif de la FAL (Israël) ; Inger Andersen, vice-présidente de la Banque mondiale, Moyen-Orient et Afrique du Nord ; Farida Sotiah, politologue, spécialiste des politiques migratoires (France).

... et des ateliers

De 11h à 18h30, se tiendront des ateliers sur l'éducation à la citoyenneté pro-active ; vivons nous tous en Méditerranée ? ; la valeur du dialogue dans les transitions démocratiques ; les partenariats avec la société civile : de la politique à la pratique ; les arts pour le changement ; la cohésion sociale dans un contexte de crise ; le soutien des jeunes pour l'intégration sociale ; la contribution des citoyens pour les stratégies urbaines ; les médias un période de transitions et aller au-delà des stéréotypes liés au genre.

Marseille

la Marseillaise

VENDREDI 5 AVRIL 2013 - 1 € - N° 20741

www.lamarseillaise.fr

EXPULSIONS : TOUJOURS PÉRIL EN LA DEMEURE

► **Echéance.** Après le sursis inédit de 15 jours accordé par le gouvernement, la trêve des expulsions est terminée. Les mesures réellement efficaces sur le fond et dans l'urgence se font attendre.

► **Reportage.** Les procédures judiciaires et l'obtention d'aides constituent un véritable parcours du combattant. Exemple à Marseille. **PAGES 2 ET 3**

Marseille

la Marseillaise

JEUDI 4 AVRIL 2013 - 1 € - N° 20740

www.lamarseillaise.fr

MÉDITERRANÉE : MARSEILLE CAPITALE

Après l'enlèvement du processus de Barcelone et l'échec de l'Union pour la Méditerranée, un destin commun aux deux rives est à l'ordre du jour jusqu'à dimanche dans la cité phocéenne. **PAGES 2 ET 3**



MARSEILLE La Méditerranée pour terre commune

Le forum Anna Lindh s'est ouvert hier pour laisser libre cours à la parole citoyenne tandis que les représentants des autorités locales des deux rives ont appelé de leurs vœux un vrai renouveau. **PAGE 7**

Hollande en voyage d'affaires au Maroc

Une visite éclair pour signer une trentaine de contrats

Le Président français a entamé hier une visite d'État au Maroc, destinée à raffermir les bonnes relations entre les deux pays. Cette journée n'a pas été chamboulée par le scandale politique de l'affaire Cahuzac de l'autre côté de la Méditerranée, mais toute prise de parole de François Hollande était guettée : il s'est ainsi exprimé devant la communauté française vers 20 heures, avant une conférence de presse ce soir à Rabat, au terme de sa visite.

Le Président français et son homologue marocain Mohamed VI se sont d'abord entretenus au palais royal, avant la cérémonie de signature d'une trentaine d'accords et de contrats, en particulier dans le domaine des transports (ferroviaire, tramway, métro, ligne à grande vitesse), de l'agroalimentaire, du traitement de l'eau et des énergies renouvelables.

Premier partenaire économique du Maroc

La France est le premier partenaire économique du Maroc et, outre un cortège de ministres, le chef de l'État est accompagné d'une soixantaine de patrons. Quelque 750 entreprises françaises, dont 36 des 40 sociétés du CAC 40, sont présentes dans le royaume. Aujourd'hui, François Hollande doit se rendre à Rabat, où il développera devant des chefs d'entreprises



François Hollande a fait l'objet d'un accueil populaire sur une place recouverte pour l'occasion de tapis marocains. /PHOTO AFP

français et marocains l'idée de "colocalisation", sorte de partenariat censé générer des emplois dans les deux pays.

Quant aux grands sujets du moment (Syrie, Mali, Prin-

temps arabes, processus de paix au Proche-Orient, mais aussi Sahara occidental), François Hollande devrait les aborder à l'occasion d'un discours devant le Parlement.

"LA FAMILLE MOULIN-FOURNIER EST EN VIE"

Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a déclaré hier que la famille Moulin-Fournier - trois adultes et quatre enfants - enlevée le 19 février au Cameroun et détenue par la secte nigérienne Boko Haram, était en vie, sans se prononcer sur leur état de santé. Laurent Fabius a en revanche esti-

mé qu'il "fallait s'attendre au pire" pour l'otage Philippe Verdon, kidnappé au Mali en novembre 2011. Les familles des otages français enlevés au Mali doivent être reçues demain à l'Élysée par François Hollande. Au total, quinze otages français (dont Philippe Verdon) sont détenus en Afrique.

COOPÉRATION

Un Marocain premier élu de la Villa Méditerranée

Encore un peu en chantier au côté du MuCem à Marseille, la Villa Méditerranée porte déjà bien son nom. Avant d'être inauguré, dimanche, par le président du Parlement européen Martin Schulz, l'édifice a accueilli hier le premier conseil politique des régions méditerranéennes. L'occasion d'élire, en guise de symboles, un président marocain, des vice-présidents libanais, palestinien et turc. Plus grande organisation mondiale des villes et des régions, Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) n'avait pas d'antenne méditerranéenne, fonctionnant jusque-là par continents. C'est désormais chose faite. "Les peuples méditerranéens qui vivent dans une communauté de destins attendent un signe au moment où ils souffrent de crises économiques, des sultes des printemps arabes et des menaces du terrorisme", souligne le socialiste Michel Vauzelle, co-président du CGLU avec le maire UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin.

Au-delà de la politique, la nouvelle commission Méditerranée permettra de "concrétiser des accords techniques, d'apporter des réponses concrètes, sur le terrain, à une situation économique grave qui nous est commune", poursuit le Marocain Mohamed Boudra, élu président hier. L'idée de créer des formations professionnelles communes fait notamment son chemin. **F.F.**